

# UNITÉ

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Numéro 31  
Avril 2010

« C'est un joli nom, Camarade »

Jean Ferrat

Édito

## CE N'EST QU'UN DÉBUT...

Le dimanche 21 mars, à 20 heures, les premiers chiffres, les premiers résultats. La jeunesse de Gauche est euphorique, le camp adverse s'effondre. On a gagné !

Le lendemain, les premiers constats tombent, les premières conclusions se dessinent. La Gauche gagne quand elle défend des projets ambitieux, protecteurs, quand elle parle aux salariés. Bref, la Gauche gagne quand elle ne se renie pas. La Gauche gagne quand elle est unie, quand elle se rassemble derrière un programme commun. La jeunesse de Gauche est enthousiaste. On continue !

Face à cela un chiffre : 72 % des 18-34 ans n'ont pas voté. Être des 28 % qui se sont déplacés aux urnes doit interroger. La jeunesse de Gauche, elle fait quoi ? Les scrutins se suivent et se ressemblent. Les jeunes et les populations fragiles ne votent pas, ne votent plus. Le fossé se creuse tous les jours un peu plus entre l'État et le citoyen et nous, au milieu, sommes prisonniers de cela, coupés de ceux qui sont nos pairs : amis, collègues, camarades de classe.

La Gauche rassemblée gagne les élections, qu'elle en soit fière mais qu'elle n'oublie pas celles et ceux qui n'ont pas pris part au débat démocratique. Trop souvent ces « abstentionnistes » sont ceux-là même qui ont le plus besoin de la puissance publique, de protections sociales, d'élus de progrès qui les défendent.

*La France invisible*<sup>1</sup> n'a jamais été aussi voyante. Il n'ont jamais été aussi nombreux à nous dire leur exaspération, leur ennui, leur dégoût du débat politique, un débat rythmé par les « petites phrases », par une bataille des ego qui nous fatiguent toutes et tous.

À nous de relever les manches et de prouver que la jeunesse socialiste, et plus largement, la jeunesse de Gauche a des idées, des ambitions, des projets. À nous de démontrer à nos aînés que nous avons toute notre place dans les débats actuels et que nous avons toute la légitimité à apporter des solutions aux problèmes d'aujourd'hui. À nous de forcer la main aux dirigeants politiques pour que la question des retraites soit celle de la jeunesse.

Les mois prochains inaugurent une bataille sans précédent pour défendre notre système de protection sociale. Ces mois prochains peuvent être ceux de la réconciliation politique de la jeunesse dite « engagée » et de la jeunesse invisible. Aux jeunes de toute la France de mettre tout en œuvre pour défendre la retraite à 60 ans, sans allongement de la durée de cotisations. Aux jeunes de contraindre le Gouvernement de recevoir les organisations de jeunesse associatives et syndicales afin de réfléchir à des solutions durables et justes de financement des retraites.

Personne ne devra être oublié : apprentis, étudiants, jeunes travailleurs, nous sommes ceux qui dessineront la France de demain, et, à ce titre, nous sommes responsables de ce qui s'écrit aujourd'hui. Continuons le combat !

**Par Marlène Collineau**

## SOMMAIRE

SOCIALISME RÉGIONAL OU PREMIER PAS DE LA CONQUÊTE ? ..... P. 2  
*par Mathias Tessier*

LA GAUCHE COMME SEUL REMÈDE À L'EXTRÊME-DROITE ..... P. 3  
*par Florent Haspel*

2 QUESTIONS À UN NOUVEAU CONSEILLER RÉGIONAL PCF ... P. 4  
*Entretien avec Aymeric Seassau*

LA RETRAITE POSSIBLE À 60 ANS ..... P. 5  
*Entretien avec J-J Chavigné*

2010 - 2012 : GARDONS LE CAP ! ..... P. 6  
*par Johann Cesa*

JULES DES CHANTIERS ..... P. 7  
*par Nicolas Nocet*

UNIS ET SOLIDAIRES POUR LA SANTÉ ..... P. 8  
*par Mehdi Dardouri*

### **Pour contacter l'Offensive Socialiste :**

Marlène Collineau (rédaction d'Unité) :

06 75 29 42 75

Johann Cesa (Bureau National du MJS) :

06 28 04 71 32

<sup>1</sup> *La France invisible*,  
S. Beaud,  
J. Confavreux  
et J. Lindgaard,  
éditions  
La Découverte, 2006.



# Socialisme régional ou premier pas de la conquête ?

**T**OUT le monde annonçait une nécessaire « victoire » de l'UMP aux élections régionales, au vu du résultat surprise de 2004, et c'est finalement une bérézina encore plus spectaculaire pour la droite. La gauche, grâce à son unité et à la qualité de son programme, a accru son score par rapport à 2004 au point même de menacer un temps l'hégémonie de l'UMP en Alsace. Le plus bas score de la V<sup>e</sup> République pour la droite annonce-t-il prématurément la fin de règne sarkozyste ou le socialisme municipal s'est-il transformé en un socialisme régional ?

## Plus on est uni, plus on gagne

On a tout dit ou presque sur le score ridiculement bas de l'UMP lors de ces élections régionales, qui sonne comme un désaveu sanglant. Bien évidemment, le rejet de la politique du gouvernement est total aujourd'hui. Bien sûr, la caporalisation de l'UMP, qui a fait approuver la composition de ses listes sous les huées des militants, tranchait singulièrement avec l'unité affichée par la gauche. Frédéric Lefebvre avait beau répéter que la droite était unie dès le premier tour, tout le monde ne voyait que les villepinistes, les bayrouistes, les copéistes, les boutinistes et autres nouvelles chapelles de droite critiquant ouvertement la politique gouvernementale.

Dans notre camp, les discussions n'étaient pas simples, loin de là. Forts de leurs bons résultats électoraux, les écologistes, le Front de Gauche et le NPA voulaient montrer leurs muscles au PS. La gauche aurait pu alors se recroqueviller dans un affrontement sanglant. Dans certaines régions, c'est d'ailleurs malheureusement ce qui s'est passé. Ces élections montrent en tout cas que la volonté de construire l'unité pèse sur les résultats. Le bon score du Front de Gauche dans le Limousin démontre s'il le fallait encore que quand le PS se veut hégémonique, il construit la division à gauche.

## Programme contre programme

L'UMP a longtemps hésité dans sa stratégie de campagne : scrutin local ? Scrutin national ? Finalement, le programme de la droite s'est avéré en décalage total avec ce que vivaient les Français. Mesures démagogiques, irréalistes

et surtout à côté de la plaque. Pour Xavier Bertrand, la première priorité n'était pas, comme on le pensait bêtement, la question sociale. Non, la première des priorités, c'était d'installer des caméras de vidéosurveillance dans tous les lycées et dans toutes les gares.

Face à cela, la gauche a proposé une stratégie simple et efficace : les régions doivent servir de bouclier social. Elles doivent à la fois pallier l'absence de certains services publics et permettre la création de nouveaux droits pour les salariés et pour les jeunes : pack « autonomie jeunes », lutte contre les déserts médicaux, baisse du coût des transports... Toutes les mesures annoncées permettaient de montrer une opposition claire aux contre-réformes du gouvernement tout en posant de manière offensive les nouveaux contours des services publics locaux. Lorsque la gauche propose un programme tiède qui a du mal à rompre avec la droite, comme lors des élections européennes, les résultats sont catastrophiques. Lorsque elle ne se renie pas, qu'elle est fière de porter les combats de la gauche, elle met en lambeau la droite.

## Vers le socialisme régional ?

Pendant longtemps, la gauche, estimant qu'elle avait peu de chances de gagner des élections nationales, s'est réfugiée dans le socialisme municipal. Seuls les intérêts locaux prévalaient, et tant pis pour ceux qui habitaient dans des bastions de la droite. Tant pis également pour ceux qui voulaient transformer radicalement la société. Naturellement, nous devons nous appuyer autant que possible sur l'émergence du fait régional et les moyens concrets que cela nous donne pour faire avancer nos idées. Mais nous devons lutter contre l'idée que s'installe durablement une cohabitation entre le pouvoir national géré par la droite et les collectivités locales de gauche. Nous devons défendre que les régions sont un laboratoire de nouvelles stratégies de la gauche qu'il faudra développer pour que le prochain mandat présidentiel change enfin la vie. ::

*Par Mathias Tessier  
Nantes (44)*

# La gauche comme seul remède à l'extrême-droite

« **FRONT** National nous voilà », ce doux refrain aux intonations racistes et xénophobes pourrait devenir le titre des années 2010-2020. Le contexte s'y prête, une mondialisation brutale qui appauvrit et exploite les peuples du tiers monde et met en danger l'emploi dans notre pays. Un contexte de crise économique mais aussi sociale qui nous appauvrit et nous pousse à chercher des boucs émissaires pour éviter la dure remise en question du système capitaliste. Une droite apathique et moribonde qui voit sa politique ultra libérale connaître un échec sanglant. Une alternative à gauche en formation mais pas encore assez crédible pour donner de l'espérance. Si nous ne faisons rien, les théories du choc des civilisations gagneront les esprits et le rejet de l'autre, le protectionnisme dans ses formes les plus communautaristes s'accroîtra.

Pourquoi aujourd'hui une partie de l'électorat vote-t-il Front National ? Certes, une partie de la population française est raciste et ne le restera peut-être pas à vie, mais le vote FN révèle plusieurs points importants :

- le besoin avec la mondialisation de se sentir protégé, face à la crise, au chômage, à la concurrence internationale, notamment celle de la Chine,
- le besoin de trouver un diagnostic et des réponses rapides à la crise, c'est la faute des traders, des immigrés, des politiques, de l'UMP, du PS, nous n'avons qu'à chasser les immigrés de France et tous les « purs » auront du boulot,
- notre pays connaît une crise politique, le peuple français croit de moins en moins en l'action politique et l'abstention confirme nos dires.

Les politiques doivent changer leurs pratiques mais, face à l'échec de la droite, c'est avant tout la gauche et les socialistes qui doivent proposer une alternative et un projet d'avenir crédible.

Nous devons également nous interroger sur la manière dont nous allons ramener vers les partis républicains et surtout vers la gauche cet électorat frontiste et empêcher les abstentionnistes du 14 et 21 mars d'adhérer aux théories du Front National sans pour autant tenir le même discours que le FN comme Nicolas Sarkozy a pu le faire en 2007 ?

Tout d'abord, en ce qui concerne la mondialisation, nous devons avoir un discours clair. Dès demain, mettons en place des restrictions au libre-échange par de nouvelles réglementations du commerce et des échanges internationaux. Prônons notre souveraineté alimentaire, arrêtons de surproduire et de déréguler les marchés et privilégions les circuits courts et les productions de saison. Empêchons les délocalisations et relocalisons notre industrie.

Plus globalement nous devons prôner une réglementation de tous les marchés à toutes les échelles, notamment européennes et internationales pour garantir un juste partage des richesses.

Nous devons régler le problème des banlieues, par une politique de grands travaux, la destruction des tours insalubres et la construction de logements collectifs à hautes valeurs environnementales et l'ajout d'espaces de rencontre, des places, des jardins d'enfants, des parcs mais surtout et avant tout le retour des services publics et d'une desserte en transport suffisante dans ces quartiers. En terme de logements, la mixité sociale sera favorisée. Nous lutterons farouchement contre la ghettoïsation de ces quartiers. Nous créerons des postes de police de proximité. Avec les acteurs sociaux, ils auront comme objectif principal la médiation et la stricte application du respect de la loi, sans zèle.

Nous nous adresserons directement aux classes populaires, jeunes, familles, retraités dans la précarité en augmentant tous les minimas sociaux mais surtout en négociant l'augmentation de tous les salaires.

Le constat et les solutions sont là, notre réussite sera celle de la France car elle permettra à notre pays de s'unifier derrière un programme, un projet, une espérance républicaine et sociale. Sortons les Français du piège que leur tend l'extrême-droite et réconcilions les classes populaires avec des idées ambitieuses et radicales portées par la gauche. ::

**Par Florent Haspel  
Saint-Chamond (42)**

## 2 questions à un nouveau conseiller régional PCF

*Aymeric Seassau, 32 ans, secrétaire de la section de Nantes du PCF, est rédacteur territorial. Le 21 mars, il a été élu conseiller régional des Pays de la Loire.*

**Unité :** Tu viens d'être élu sur la liste de rassemblement de la gauche conduite par Jacques Auxiette, pourquoi avoir fait le choix du rassemblement dès le premier tour ?

**Aymeric Seassau :** Il y a deux raisons principales : l'une qui prend ses sources dans la situation locale, l'autre relevant d'un choix idéologique ancré dans les réalités politiques actuelles.

Dans les Pays de la Loire d'abord, la droite voulait prendre sa revanche. C'est la région du premier ministre Fillon battu en 2004, celle de la ministre Bachelot, celle du sinistre De Villiers... L'UMP avait fait de notre région une priorité de reconquête et en rassemblant de nombreux responsables MoDem jusqu'à l'extrême-droite Villieriste, elle s'en était donné les moyens. Il était impensable de ne pas prendre la mesure de ce danger en créant les conditions pour s'assurer de ne laisser aucun levier institutionnel supplémentaire pour la politique de casse du pouvoir de droite.

Et puis il y avait une question de cohérence politique puisque nous partageons un patrimoine commun : celui d'avoir battu Fillon en 2004 à la surprise générale et d'avoir engagé depuis des politiques publiques identifiées à gauche.

Mais au-delà de ça, il y a la crise de la politique en France dont témoigne le taux de participation dramatiquement faible pour un scrutin local. Oui, la gauche est en crise, en France comme en Europe et il y a urgence à sortir du trouble idéologique. Avec un MoDem et une extrême-gauche marginalisés, les régionales marquent pourtant la persistance et la réaffirmation du clivage droite-gauche. De profondes interrogations traversent chacune des composantes politiques de la gauche, des écologistes aux communistes en passant par le PS. L'heure est à la confrontation d'idées pour ouvrir les perspectives de changement qu'attendent les salariés et les familles populaires. Il faut faire front ensemble dans la rue et dans les urnes, contre cette droite cynique qui démantèle les acquis sociaux et le pacte républicain sous les applaudissements du Medef plutôt que de contribuer à d'hypothétiques recompositions politiques qui nuisent à la crédibilité de la gauche.

**Unité :** Quelles sont les priorités des élu(e)s communistes au cours de ce mandat ?

**Aymeric Seassau :** La participation aux luttes sociales comme aux institutions républicaines sont nécessaires au changement. Ce sont deux éléments constitutifs de l'identité communiste.

Nous voulons inventer et construire dans les batailles politiques et sociales un après-capitalisme. Pour autant les politiques régionales ne permettront pas de sortir de la crise mondiale du capitalisme. Les compétences des régions en termes d'éducation, de formation, de transports ou encore d'action économique sont suffisamment importantes pour être traitées avec sérieux et sans démagogie. Nous voulons aller plus loin dans le contrôle des fonds publics régionaux et dans la définition de critères sociaux et environnementaux plus forts. Ceux-ci doivent déterminer l'action économique de la région. La nouvelle majorité de gauche a un devoir d'invention face à la crise pour protéger et développer l'emploi (notamment industriel dans les pays de la Loire, 3<sup>e</sup> région industrielle de France). Nous y travaillerons. Nous voulons aussi continuer de faire progresser les transports dans la région à commencer par le transport ferroviaire public avec la SNCF malgré les directives européennes d'ouverture à la concurrence qui vont prendre effet en cours de mandat. Se déplacer est un droit qui doit être accessible à tous.

Et puis la majorité régionale de gauche doit parler d'une voix forte et résolue pour s'opposer aux mauvais coups du gouvernement, défendre les services publics, combattre la réforme territoriale et faire respecter notre région en exigeant par exemple que l'État prenne ses responsabilités à Saint-Nazaire pour défendre le dernier chantier naval de France. Nous serons des élu(e)s solidaires de la majorité mais aussi des hommes et des femmes libres, déterminés à faire entendre les propositions communistes dans l'hémicycle et au-delà. La gauche n'a jamais été aussi forte que lorsqu'elle est fière de son identité et rassemblée dans sa diversité. Nous y contribuerons. ::

**Propos recueillis  
par la rédaction d'Unité**

# La retraite possible à 60 ans

*Jean-Jacques Chavigné est co-auteur avec Gérard Filoche de « Une vraie retraite à 60 ans c'est possible » aux éditions Jean-Claude Gawsewitch.*

**Unité :** *La retraite à 60 ans, c'est possible. Mais comment est-ce possible alors que le rapport entre le nombre de cotisants et le nombre de retraités se détériore ?*

**Jean-Jacques Chavigné :** Il n'y a pas, contrairement à ce que tente de faire croire Sarkozy de « fatalité démographique ». Le nombre de retraités va très fortement augmenter d'ici à 2050 du fait de l'allongement de l'espérance de vie et de l'arrivée à l'âge de la retraite des personnes nées pendant le « baby-boom » de 1946-1976. Mais le deuxième facteur verra sa force diminuer rapidement à partir des années 2036-2040. Quant au premier facteur, il n'a rien à voir avec le trimestre d'espérance de vie gagné chaque année selon les dires du Medef. Les projections de l'INSEE estiment ce gain à deux fois moins.

Il y a d'autant moins de fatalité démographique, que la productivité du travail augmente de 1,8 % par an (chiffre du Conseil d'Orientation des Retraites) et que cette productivité aura donc doublé en 2050. Lorsque la droite affirme : « en 2010, il y a 1,8 cotisant pour un retraité, en 2050, il n'y aura plus que 1,2 cotisant pour un retraité » elle passe tout simplement sous silence que ce 1,2 cotisant produira deux fois plus qu'aujourd'hui et que la situation sera donc meilleure puisqu'il y aura, alors, l'équivalent de 2,4 cotisants (d'aujourd'hui) pour un retraité. Mais jamais vous n'entendrez le patronat ou Sarkozy vous parler de ce doublement de la productivité du travail.

**Unité :** *L'âge l'égal de la retraite est-il vraiment important, ne faut-il pas plutôt s'attacher au nombre d'années de cotisation ?*

**Jean-Jacques Chavigné :** Les deux mesures sont intimement liées. La retraite à 60 ans n'a de sens que si elle ne se réduit pas à un droit virtuel et qu'elle permet, effectivement, à l'immense majorité des salariés de pouvoir prendre leur retraite à 60 ans.

Aujourd'hui, ce droit est de plus en plus virtuel et il le sera encore plus en cas d'allongement de la durée de cotisation. Dans

le secteur privé, en effet, 60 % des salariés ne sont plus au travail, mais en maladie, au chômage ou en invalidité, au moment de leur départ en retraite. Et, à l'autre bout des carrières, il est de plus en plus difficile d'accéder à un travail stable avant 25-30 ans. Allonger, dans ces conditions, la durée de cotisation, en prétendant ne pas diminuer le montant des retraites relève de la supercherie.

**Unité :** *Crois-tu possible de mettre enfin un coup d'arrêt à la dégradation continue de la retraite depuis 1993 ?*

**Jean-Jacques Chavigné :** La situation n'est pas la même qu'en 2003. Chirac avait été élu l'année précédente. Sarkozy a été élu il y a trois ans et, surtout, la droite s'est ramassée aux élections régionales de 2010, la pire raclée de son existence sous la V<sup>e</sup> République.

En 2003, François Fillon s'était attaqué au seul régime de retraite de la Fonction publique. Aujourd'hui, c'est à l'ensemble des salariés (privé, fonctions publiques, régimes spéciaux) qu'il s'attaque de front.

En 2003, Fillon avait l'appui inconditionnel de toute la droite. Ce n'est pas le cas pour Nicolas Sarkozy. Il aura l'appui de la droite s'il réussit. Mais dès qu'il commencera à flancher face au mouvement social, ce sera la curée à droite et la bourgeoisie s'en débarrassera comme elle l'avait fait pour de Gaulle en 1969.

En 2003, la direction de la CFDT a lâché le mouvement syndical unitaire. Elle a perdu 10 % de ses adhérents et 5 % des voix aux élections professionnelles dans les deux années qui ont suivi. Il serait étonnant qu'elle prenne, si telles étaient ses intentions, le même risque cette année.

**Entretien initialement  
publié sur le site de D & S  
[www.democratie-socialisme.org](http://www.democratie-socialisme.org)**

# 2010 - 2012 : gardons le cap !

**A**u lendemain de la victoire « triomphale » de la Gauche aux élections régionales, plusieurs voix se sont fait entendre pour exiger des dirigeants des partis de gauche de proposer pour 2012 un véritable projet de transformation sociale rompant avec le capitalisme pour sortir les salariés de la crise. Il n'est pas l'heure pour la Gauche de tomber dans la jubilation d'une victoire acquise, il faut l'avouer, par défaut. La classe populaire, majoritaire dans notre pays, a boudé les urnes (plus de 60 % d'abstention chez les ouvriers). C'est pourtant cette classe qui fait basculer chaque scrutin national (en 2002 pour Le Pen et en 2007 pour Sarkozy), son refus de n'accorder aucun soutien démocratique à la Gauche doit être une sonnette d'alarme, que nous, militants, devons relayer aux oreilles de nos dirigeants politiques. La Droite, elle, montre une fois de plus qu'elle est complètement déconnectée de la réalité vécue par des millions de salariés. En guise de seule réponse au message des urnes, et après le débat sur l'identité nationale qui a remis en selle le FN, elle repose la question du voile intégral !

Ces deux événements rappellent à la Gauche de ne pas se tromper de sujet et de ne pas donner de réponses à ce qui est de toute façon un faux débat à l'heure actuelle. Un débat qui sert à d'abord à diviser notre camp. Les vraies questions sont d'ordre économique et social. À l'heure où des centaines de milliers de chômeurs vont se retrouver en fin de droits, au moment où les salariés sont licenciés et s'interrogent sur l'avenir de leurs retraites, à l'instant où les services publics continuent à être démantelés un par un, la Gauche ne peut pas, ne doit pas, se tromper de débat. Mieux encore, il est nécessaire qu'elle formule des propositions claires, crédibles et en faveur des salariés.

Le débat sur les retraites sera le premier test grandeur nature, pour la Gauche et en particulier le Parti Socialiste, avant les scrutins de 2012. Cette bataille s'inscrit depuis des décennies dans un schéma de lutte des classes où la droite a tenté à plusieurs reprises de mettre KO le mouvement social.

La Droite a déjà remporté plusieurs batailles pour favoriser sa classe : les patrons et le

capital. Les contre réformes « Balladur-Veil » en 1993 (40 ans de cotisations pour les travailleurs du privé) et la Loi Fillon de 2003 ont eu pour conséquences concrètes une baisse sans précédent des pensions des travailleurs. Le but étant une fois de plus de remplir les poches des amis de Sarkozy : les actionnaires et les patrons. En dix ans, le taux de remplacement (la première pension par rapport au dernier salaire) a baissé de 19 points. Aujourd'hui la moitié des retraités vit avec moins de 1 000 euros par mois.

La Gauche a à son actif une grande conquête sociale : la retraite à 60 ans qu'il faut aujourd'hui défendre plus que jamais ! Le MJS vient à juste titre de réaffirmer cette position. Le gouvernement Jospin (1997-2002) aurait dû profiter du rebond économique lors de sa législature pour conduire une véritable réforme de gauche capable d'enterrer les contre-réformes de 1993 pour défendre les salariés qui produisent les richesses sans en recevoir la part qui leur revient. Défendre sa classe, c'est tout simplement porter ce qui a été l'évolution naturelle de l'homme depuis 2 millénaires : travailler moins, travailler mieux, travailler tous pour produire plus et mieux !

En cette année 2010, les socialistes ont plusieurs impératifs : ne pas s'engluer dans le nombrilisme comme ils l'ont fait après leurs succès de 2004, défendre mordicus la retraite à 60 ans à taux plein pour tous, démontrer que les patrons et actionnaires peuvent financer le système des retraites par répartition, se comporter comme un véritable porte-voix des revendications des salariés. Et si nous sommes capables d'unir toutes les forces de gauche autour d'un projet commun pour les retraites, alors le chemin qui l'amènera vers la victoire électorale en 2012 est déjà tout tracé !

Unité, confiance et audace : voilà le cap ! ::

**Par Johann Cesa,  
Saint-Étienne (42)**

## LECTURE

# Jules des Chantiers

L'HISTOIRE de Jules, c'est l'histoire d'une enfance il y a une soixantaine d'années. Ce peut être l'histoire de votre père, ou celle que vous n'avez jamais su raconter à vos petits-enfants.

Jules, un petit garçon pas comme les autres, un peu fugueur, un peu rêveur, se perd sur les quais de Méan-Penhoët, dans Saint-Nazaire peinant à se remettre des blessures profondes infligées par la seconde guerre mondiale. Mais Jules c'est surtout un Nazairien des années 50 comme tant d'autres.

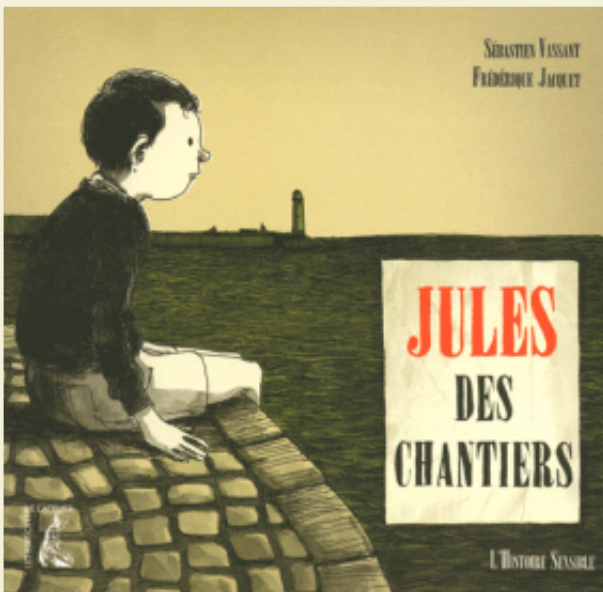
Ce court récit de son enfance retrace les bouleversements qu'a connus notre société au milieu du vingtième siècle. L'exode rural est évoqué, à travers l'attachement des ouvriers des chantiers à leur Brière natale. Peu à peu, la solidarité familiale laisse la place à la solidarité ouvrière. Le récit dépeint avec beaucoup de tendresse les combats du quotidien, l'engagement militant des hommes et femmes qui ont construit la marine en fer. Qu'ils lisent Témoignage Chrétien ou qu'ils préfèrent l'Huma, ils se mettent en grève pour leur salaires en 1955, se soulèvent contre la guerre en Algérie. Dans cette ambiance où le cadre naturel de l'Estuaire se mêle aux imposantes grues des Chantiers, Jules va grandir et pouvoir oublier les

démons de son enfance.

Le roman de Frédérique Jacquet, illustré par le dessinateur Sébastien Vassant est publié dans la collection L'Histoire Sensible. Cette collection dirigée par l'auteure ne fait aucune concession à la vérité historique et sociale des faits qu'elle évoque. C'est le fruit d'un long et passionné travail de documentation et de collecte. Frédérique Jacquet, documentaliste de profession, s'est appuyée sur les recherches menées par le Centre d'Histoire du Travail ou les associations nazairiennes pour l'histoire des Chantiers. La construction en 3 chapitres de cet ouvrage permet au lecteur de retrouver, à la suite du récit, un magnifique glossaire, éclairant sur les faits historiques, instructif sur la vie de l'époque. Enfin, le livre se referme sur une courte saynète de la vie de Jules en ce début de vingt-et-unième siècle. Les Chantiers auront marqué au plus profond son existence et celle de ses proches. ::

**Frédérique Jacquet et Sébastien Vassant, Jules des Chantiers, Éditions de l'Atelier, collection L'Histoire Sensible, 2009**

*Par Nicolas Nocet*



**Comité de rédaction :** **Numéro 31 | avril 2010**  
Johann Cesa (42) **courriel :** offensive.socialiste@gmail.com  
Thomas Chavigné (31) **Diffusion électronique et papier :** 1 500 ex.  
Marlène Collineau (44) **Photographies et dessins :**  
Tunjaï Cilgi (64) p. 1 Couv. *La France Invisible*, D.R. éd. La Découverte  
Jean-François Claudon (75) p. 7 Couv. Jules des Chantiers, D.R. éd. De l'Atelier  
Mehdi Dardouri (42)  
Julien Guérin (43) Maquette réalisée à l'aide de logiciels et typographies libres.  
Mathias Tessier (44)  
Ernest Simon (44)  
David Torres (32)  
**Maquette :**  
Nicolas Nocet  
Marlène Collineau

Lisez **Unité**,  
le journal de  
**l'Offensive Socialiste**

et retrouvez les articles de ce  
numéro et des précédents sur

<http://offensivesocialiste.wordpress.com>

## Unis et solidaires pour la santé

**A** PRÈS avoir été le premier Président black des États-Unis, Barack Obama est désormais le premier président démocrate à avoir fait voter une réforme de la santé permettant, nous l'espérons, l'accès aux soins à quelques dizaines de millions d'américains. Les démocrates ont toujours prôné un système de santé plus égalitaire, il y avait eu « Medicaid » et « Medicare », mais pas une loi faisant fi des lobbies du privé. En 2008, Barack Obama avait annoncé que ce serait « *La Réforme* » de son mandat, c'est aujourd'hui chose faite. Ce que construit l'administration Obama aux États-Unis c'est ce qu'est en train de détruire Sarkozy en France. Sarko aux States et Nico en France ne tiennent pas les mêmes discours. Notre président aux États-Unis fait l'éloge de la sécurité sociale à la française et montre un attachement à cet acquis social. Alors que dans les faits, l'heure est plutôt à la casse de ce bien

commun. Roselyne Bachelot vient d'annoncer une nouvelle fois que plus d'une centaine de médicaments ne seraient plus remboursés. Sans oublier la contre-réforme des retraites des personnels infirmiers et paramédicaux qui vient d'être adoptée à l'Assemblée nationale. Ils devront choisir entre une retraite à 60 ans accompagnée d'une prime de 2 000 € par an et entre une retraite à 55 ans mais sans la carotte. Un énorme pas en arrière et surtout un profond mépris à l'adresse des partenaires sociaux à quelques mois d'une réforme globale des retraites. Restons mobilisés, soyons combatifs et entrons en résistance face à toutes les attaques qui seront faites contre les salariés. Que ce soit sur les retraites, la sécurité sociale, notre système de santé ou la suppression du bouclier fiscal, restons unis et solidaires.

*Par Mehdi Dardouri (42)*

### TROISIÈMES JOURNÉES D'ÉTUDES DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE

LES 1<sup>ER</sup> ET 2 MAI 2010 À NANTES

AU PROGRAMME :

MANIF, DÉBATS D'ACTUALITÉ ET FORMATIONS

*Formation retraites : une question politique centrale*

*Actualité : conventions et projet socialiste, refermer la parenthèse libérale*

*Histoire : les leçons politiques des Révolutions*

Inscriptions par courriel à [offensive.socialiste@gmail.com](mailto:offensive.socialiste@gmail.com)